Préparation du Conseil européen, 29-30 octobre 2009

2009/2610(RSP) - 21/10/2009

Les députés européens ont fait part de leurs **priorités** à l'approche du Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009, notamment en ce qui concerne le Traité de Lisbonne et le sommet de Copenhague sur le changement climatique. Les dirigeants européens devront également se pencher sur la crise financière, l'immigration illégale, l'emploi et le nouveau Service européen pour l'action extérieure.

Les positions des différents groupes politiques peuvent être résumées comme suit :

Traité de Lisbonne : le président de la Commission européenne a indiqué qu'après le fort soutien apporté par les Irlandais et après la ratification de la Pologne, le Traité pouvait être considéré comme adopté par tous les Etats membres de façon démocratique.

- Le Président du **PPE** a estimé que les vrais enjeux ne pourraient pas être traités tant que le débat public européen serait monopolisé par la question institutionnelle.
- Le chef de file du groupe **ALDE** a constaté que le président tchèque semblait avoir accepté le fait que rien ne pouvait plus retarder le Traité de Lisbonne.
- Soulignant que les changements institutionnels étaient peu propices à la lutte contre le changement climatique, le représentant du groupe **ECR** a souhaité que le sommet se concentre sur les enjeux majeurs qui concernent les citoyens.
- Enfin, le groupe **EFD** a rappelé que le Président Vaclav Klaus défendait l'intérêt national tchèque et qu'il avait raison de s'inquiéter, étant donné que tous les Européens n'ont pas accepté de manière démocratique le Traité de Lisbonne.

Changement climatique et Conférence de Copenhague : le président de la Commission a rappelé que plus l'Europe attendait, plus les coûts seraient élevés. Il a insisté sur la nécessité de trouver des solutions créatives et de montrer que l'UE était unie dans la lutte contre le changement climatique.

- Le président du groupe **PPE** a estimé que la stratégie devait être adaptée à la situation, c'est-à-dire à la faiblesse des engagements des partenaires de l'UE à ce jour. Il s'est interrogé sur la nature de la pression - modérée ou maximale - à exercer sur les Etats-Unis, sur la Chine et sur tous les pays émergents.
- Rappelant l'importance des décisions qui devaient être prises à Copenhague, le représentant du Groupe **S&D** a insisté sur le besoin d'objectifs contraignants, non de déclarations générales.
- Le groupe des **Verts** a souligné que Copenhague était le plus grand défi de l'UE. Il a rappelé que les 100 milliards d'euros nécessaires aux pays en voie de développement pour respecter leurs engagements sur le changement climatique n'étaient rien en comparaison des sommes engagées pour régler la crise économique ou pour sauver le secteur financier.

Crise économique et emploi : le représentant **S&D** a dénoncé le caractère scandaleux et provocant des bonus qui sont à nouveau versés, démontrant ainsi une incompréhension de la part de nombre de responsables de la nouvelle régulation des marchés financiers. Il a toutefois salué l'émergence d'un consensus sur la politique de l'emploi pour les prochaines années. Le groupe **GUE/NGL** a pour sa part déploré qu'aucune stratégie pour parvenir à l'objectif de pérenniser les systèmes sociaux et de retraite ne soit visible dans les politiques des États membres et dans celle de la Commission.

Nouveaux postes créés par le Traité de Lisbonne : la présidence suédoise a indiqué la présentation prochaine d’un rapport sur la préparation de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, rapport qui contiendra des orientations sur le fonctionnement futur du service du Haut représentant pour les affaires étrangères.